

## **DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2021-06-106**

24 juin 2021

### **Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence**

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14, D. 6332-78 à D. 6332-84,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 24 juin 2021,

### **Exposé des motifs**

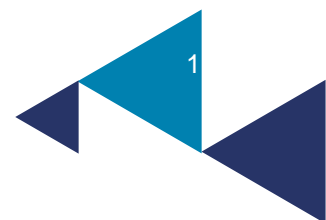
La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prennent financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France compétences émet des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle pour lequel le niveau de prise en charge n'a jamais été fixé auparavant.

L'OPCO de la branche des cabinets d'avocats a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des



branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

## Décide

### Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des cabinets d'avocats, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code ainsi que les nouveaux contrats sur ces mêmes diplômes ou titres qui seront signés.

### Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP des cabinets d'avocats dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

### Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris  
Le 24 juin 2021

Jérôme TIXIER  
Président du Conseil d'administration



### Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

## Recommandations de France compétences à la branche des cabinets d'avocats

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP des cabinets d'avocats pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

**IDCC concernés** : 1000, 1850

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des cabinets d'avocats	RNCP35493	BUT - CARRIÈRES JURIDIQUES : ASSOCIATIONS ET ENTREPRISES	6800	7666	7100	8100	NON CONFORME
CPNEFP des cabinets d'avocats	RNCP27302	LICENCE - DROIT, ÉCONOMIE, GESTION MENTION: DROIT FRANÇAIS - DROITS ÉTRANGERS	6800	7210	6894	7704	NON CONFORME
CPNEFP des cabinets d'avocats	RNCP35382	LICENCE PROFESSIONNELLE - ACTIVITÉS JURIDIQUES : MÉTIERS DU DROIT DES SOCIÉTÉS (FICHE NATIONALE)	6800	7500	7100	8500	NON CONFORME
CPNEFP des cabinets d'avocats	RNCP34084	MASTER - DROIT PUBLIC (FICHE NATIONALE)	7500	8200	7854	8600	NON CONFORME
CPNEFP des cabinets d'avocats	RNCP34085	MASTER - DROIT DU PATRIMOINE (FICHE NATIONALE)	7500	9200	8400	9600	NON CONFORME
CPNEFP des cabinets d'avocats	RNCP34108	MASTER - DROIT (FICHE NATIONALE)	7500	8550	7735	9475	NON CONFORME
CPNEFP des cabinets d'avocats	RNCP34122	MASTER - DROIT FISCAL (FICHE NATIONALE)	7500	8600	7550	8975	NON CONFORME

\*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés